

Faim de livres au Nigeria

LES cafétérias sont vides sur les campus nigériens depuis que le gouvernement a confié à des traiteurs extérieurs le soin de restaurer les étudiants. A Ifé, qui avec 17 000 étudiants est la troisième université du pays (après Zaria — 30 000 étudiants — et Ibadan — 20 000) la majestueuse pagode qui abrite la grande cafétéria est utilisée chaque année pendant la première semaine de novembre pour la foire du livre : *Ifé Book Fair*.

Cette manifestation fêtera dans un mois son dixième anniversaire. Inaugurée en 1976, elle était, après celle du Caire, la deuxième Foire du livre à se tenir en Afrique. Elle est aujourd'hui concurrencée par celle d'Harare, au Zimbabwe, vieille seulement de quatre ans, mais qui remplit mieux les fonctions de marché international qui doivent être celles d'une Foire du livre. Pourtant l'intérêt d'Ifé demeure : elle est le marché national de l'édition au Nigeria et ce pays est, avant même l'Afrique du Sud, celui qui compte le plus grand nombre d'éditeurs en Afrique : 162, d'après H. Zell (*The book trade of the world*, vol. IV, *Africa*, 1984, p. 39).

Les difficultés politiques du pays lors de la Deuxième République (1979-1983), la chute de la naira, la course aux licences d'importation, ont eu raison des éditeurs étrangers, qui ne viennent plus : il n'y avait que six stands non nigériens (quatre centres culturels, un éditeur togolais, un éditeur ghanéen) en 1985, ce qui devait provoquer la colère de la presse nigérienne : a-t-on jamais vu une Foire du livre sans livres ? Une fête de l'igname sans ignames ? remarquait caustiquement *Newswatch*, le meilleur hebdomadaire nigérien. Le visiteur étranger comprend la déception des Nigériens qui, privés de devises pour acheter des ouvrages, espéraient pouvoir trouver en vente à Ifé des livres étrangers ; pourtant, ce même visiteur ne peut partager leur déception s'il s'intéresse aux livres nigériens dont un bel assortiment était présenté à Ifé : plus de cent exposants avec des stands fort bien garnis. La Foire permet de faire en quelques heures un tour d'horizon de la production nigérienne, impossible à moins de voyager aux quatre coins du pays, ce qui n'est pas une mince affaire. Il se publie des livres au Nigeria, mais leur distribution demeure

un mystère. Pour acquérir les titres parus chez Bayero Press ou Triumph Publishing, il faut aller à Kano ; il faut aller à Zaria pour acquérir les titres de Ahmadu Bello Press ou de Hudahuda ; à Ibadan on trouvera Fagmainigbe et ainsi de suite dans le reste du pays. Seuls quelques éditeurs réussissent à être présents partout et ils ne sont pas les plus intéressants : Fourth Dimension publie essais politiques et romans populaires, comme Spectrum, dont un titre pour la jeunesse : *Without a silver spoon* d'Eddie Iroh, vient de dépasser les 250 000 exemplaires, en quatre ans seulement.

Le Nigeria est le premier producteur de livres d'Afrique, mais bien malin celui qui pourrait dire le nombre de titres publiés. Les derniers chiffres donnés par l'UNESCO se situaient en dessous de 2 000 titres annuels, chiffre qui doit être actuellement dépassé. La situation actuelle marquée par l'endettement du pays, le débat sur les conditions d'un prêt du FMI, et le climat général d'austérité, incitent à se tourner vers le développement des industries nationales : l'édition est l'une d'elles. D'autant plus que les résultats du dernier exercice laissent apparaître pour University Press, par exemple, des bénéfices en hausse de 50 %. Un pays qui compte 14 millions d'écoliers, 200 000 étudiants, et qui a besoin chaque année de 200 millions de volumes ne peut continuer à dépendre, pour ce qu'il faut bien considérer comme un approvisionnement stratégique, des seules importations. Or les licences accordées en 1985 ne permettaient d'importer que la moitié de ce nombre de livres. Il faut donc faire des choix : abaisser les droits sur le papier, l'encre et les machines d'imprimerie, développer et soutenir la production de pâte à papier à partir d'essences forestières locales : une telle usine vient d'ouvrir — avec neuf ans de retard ! — et doit couvrir, quand elle tournera à plein, les besoins du pays en papier journal (60 000 tonnes) tout en laissant 40 000 tonnes à la disposition des éditeurs, pour l'impression de livres sur papier journal.

Il faut en effet que l'édition se nigérianise autrement que d'une manière formelle ; les décrets de 1972 et de 1976 sur la nigérianisation des entreprises prévoyaient le cas des maisons d'édition dont le capital devait être, au terme du processus, nigérian à 60 %. Une étude de A. Sanda, publiée par l'Institut nigérian de recherches socioéconomiques (NISER) en 1982, *The challenge of Nigeria's indigenization*, montre bien les limites de la « nationalisation » du capital. L'actionnariat nigérian divisé entre de multiples porteurs ne pouvait entamer de véritables discussions avec le partenaire technique, en principe minoritaire (dans la seconde phase du processus, à partir de 1976), qui a continué à mener le jeu en fonction de la stratégie d'ensemble du groupe multinational dont il dépendait. Cela voulait dire que les livres, et surtout les manuels scolaires, étaient certes écrits par des Nigériens, mais composés et imprimés en Angleterre, à Malte, à Hong-Kong ou en Yougoslavie. Les positions acquises, et maintenues, par Longman, Heinemann, MacMillan, Nelson et Oxford University Press, sur le marché nigérian sont anciennes et formidables. Les manuels scolaires sont leur domaine, y compris les manuels de yoruba et d'ibo. Seules ces maisons ont les moyens d'investir dans un type d'ouvrage qui demande plusieurs années de préparation, de sa

conception à sa mise en vente ; seules ces maisons ont les contacts qui feront approuver l'ouvrage par les responsables du ministère de l'Éducation : les circuits établis dès l'époque coloniale ne sont pas tous, il s'en faut de beaucoup, hors service... Or, seules les ventes de manuels scolaires assurent les gros tirages réguliers qui permettront à l'éditeur, s'il en a la volonté, de diversifier sa production.

Face à ces firmes qu'on appelle au Nigeria des firmes « indigénisées », les éditeurs qui se targuent d'être « indigènes » se trouvent en position de faiblesse. Imprimeurs devenus éditeurs, enseignants ou auteurs de manuels passés à leur compte, bien peu d'entre eux ont les moyens d'une offensive contre leurs collègues « indigénisés ». Des entreprises locales ont pourtant bien réussi, comme celle de G.O. Onibon-Oje d'Ibadan, qui en vingt ans a rassemblé un catalogue de plus de 400 titres, dont un grand nombre de manuels scolaires à l'intention des élèves du primaire. Partout citée comme le modèle à suivre, cette maison d'édition a vendu plus de deux millions d'ouvrages. D'autres se sont lancés dans cette voie : dans l'Est, Fourth Dimension, avec l'aide de capitaux brésiliens, à Ibadan et à Akure, Fagbamigbe. Tous essaient de conquérir le marché du manuel scolaire qui leur permettrait peut-être de se lancer à la conquête de ce qui paraît un autre marché prometteur : la littérature populaire. Des collections (*Pacesetters* de MacMillan par exemple) se sont créées : ces livres, qui n'ont rien à envier à nos SAS, sont partout et les tirages atteignent la centaine de milliers d'exemplaires : les histoires de guerre et de crimes sont depuis longtemps nigérianisées.

La Foire du livre d'Ifé témoigne aujourd'hui des espoirs que le monde des affaires met dans l'édition. Le prix pour l'édition en Afrique, offert lors des premières foires par l'éditeur japonais Shoishi Noma, maintenant attribué à Harare, a été remplacé à Ifé par un prix offert par un milliardaire nigérian, le chef M.K.O. Abiola, président de ITT-Afrique. Excellente tribune pour un capitaliste entreprenant comme lui qui se targue d'être à la tête du plus important groupe de presse nigérian, celui du *Concord* : d'après une enquête commanditée par sa société (!) le *Concord* serait vendu à plus de 100 000 exemplaires chaque jour, et plus lu dans l'ensemble du pays que ses autres concurrents de la presse nationale, le *Daily Times*, le *Guardian*, ou le *New Nigerian*. Nous lui laissons la responsabilité de ses affirmations, tout en reconnaissant que tous ces quotidiens sont disponibles chaque matin dans les grandes villes du pays, et que les lecteurs se les arrachent, tant est grande leur faim de lire.

Aussi l'intérêt d'un patron de presse pour l'édition est un élément encourageant. Les lecteurs et les auteurs sont là ; restent à trouver les techniciens, les fournitures (encres, pièces détachées, films) et le papier. Il faut en finir avec des habitudes surannées, justement dénoncées par M.K.O. Abiola, comme l'impression de livres sur des papiers de qualité supérieure. Le Nigeria doit cesser de vivre au-dessus de ses moyens et faire comme « la Jamaïque et la France : imprimer des livres sur du papier journal... »

Comment parvenir à une politique qui utilise en priorité les ressources nationales et soit orientée vers des objectifs de développement « auto-centré » ? Est-ce au désir de se trouver des avocats en haut lieu qu'il faut

attribuer la remise d'un prix l'an passé au général Mamman Jiya Vatsa, alors ministre du Territoire fédéral d'Abuja ? Auteur de 18 volumes de poésie, dont 8 pour adultes et 10 pour enfants, écrivant en anglais, mais aussi en haoussa, en pidgin ou en nupe, ce petit homme jovial et moustachu avait reçu son prix sous les tonnerres d'applaudissements des étudiants et des enseignants de cette université, naguère encore désignée par le gouvernement Buhari comme un repaire de « gauchistes » et qui s'est encore signalée à l'attention du nouveau pouvoir lors des récentes émeutes. L'intervention militaire dans la poésie nigériane avait commencé avec bonhomie : les textes du Général sont plus proches de Marie Noël que de Maïakovski..., et les maisons d'édition s'arrachaient ses ouvrages : une armée de 200 000 hommes disposant de son propre réseau scolaire est un bon client potentiel.

Le général Vatsa aurait-il été sensible aux arguments de ses collègues écrivains et aurait-il appuyé leurs efforts pour tenter d'infléchir la politique tarifaire du gouvernement Babangida ? Coquetterie de confrères, ces derniers avaient organisé à Abuja, dans le territoire dont il avait la juridiction, leur congrès annuel en décembre dernier et, à cette occasion, le poète-général avait offert les clés d'un complexe résidentiel baptisé « premier village d'écrivains d'Afrique noire » au président de l'Association des écrivains nigériens, le romancier Chinua Achebe.

Moins de quinze jours plus tard le général était arrêté, soupçonné d'être l'instigateur d'un vaste complot contre son condisciple, le général Babangida, et il a été fusillé au mois de mars, sans que sa culpabilité ait pu être clairement établie. Les livres du général se vendent mieux que jamais, mais la cause du livre a perdu un allié précieux. Or le problème central demeure : comment trouver, ou plutôt produire, les cent millions de volumes qui font défaut aux écoliers nigériens ?

L'appareil productif de l'imprimerie et de l'édition nigérianes peut-il répondre à pareille demande ? Dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, le gouvernement devra concilier ses proclamations de nationalisme économique avec les nécessités de maintien de la qualité de l'institution scolaire, qui a commencé à se dégrader sérieusement, comme en font foi les « épouvantables résultats scolaires des élèves », sujet favori et de plus en plus fréquent des éditoriaux. FMI ou pas FMI, — et pour le moment c'est toujours non au FMI —, la contradiction ne sera pas aisée à résoudre.